



Les dix ans de la réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud (SPDMM) Bilan et perspectives d'avenir

Céline PAJON

► Points clés

- La réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud (SPDMM) est une instance multilatérale unique abordant la sécurité maritime, les impacts du changement climatique et la préparation à l'intervention des forces armées en cas de catastrophe (HADR). Elle est pourtant peu connue.
- Les discussions du SPDMM permettent le partage d'expérience, alors que les phénomènes météorologiques extrêmes s'intensifient dans la région et requièrent une meilleure coordination.
- La France y apporte une contribution originale sur le nexus climat-défense et à travers l'engagement significatif de ses forces prépositionnées à Nouméa et Papeete dans la coopération régionale.
- L'avenir du SPDMM dépendra de sa capacité à se positionner face au retour de la rivalité des puissances et à s'articuler avec les autres dialogues et mécanismes de sécurité dans la région.

Introduction

La réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud (South Pacific Defence Ministers' Meeting – SPDMM) se tient à Nouméa du 4 au 6 décembre 2023. Le SPDMM, qui fête ses dix ans cette année, regroupe les ministres de la Défense et les hautes autorités militaires des pays du Pacifique Sud : l'Australie, le Chili, les Fidji, la France, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et les îles Tonga, ainsi que des représentants des trois pays observateurs : les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni.

Le SPDMM, sa raison d'être et son bilan sont peu connus. Il est pourtant la seule instance multilatérale réunissant les ministres de la Défense des pays du Pacifique Sud étendu, y compris le Chili. Il se distingue à la fois par son haut niveau de représentation et son ordre du jour, tourné vers le changement climatique et ses impacts, la préparation à l'intervention des forces armées en cas de catastrophe (HADR) et la sûreté des espaces maritimes.

Si les initiatives de coopération de sécurité sont légion en Océanie, il n'existe pas d'accord régional de sécurité collective pour faire face aux risques et défis de plus en plus nombreux et variés¹. Certes, le Forum des îles du Pacifique (FIP) réunit les États insulaires du Pacifique (Pacific Island Countries-PICs) et fait naître une solidarité océanique, mais il aborde peu les sujets de défense. En outre, seuls trois PICs (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji et Tonga) ont des forces armées, les autres entretenant des forces paramilitaires (comme la Vanuatu Mobile Force) ou des forces de police. Le SPDMM est donc une instance de dialogue et de coordination unique en son genre dans la région.

Ce briefing propose de dresser un premier bilan pour les dix ans du SPDMM, de souligner le rôle tenu par la France dans ce forum, qui accueille pour la première fois cette année cette réunion, et de tracer à grands traits l'avenir de cette instance, dont le défi est de se repositionner face au retour de la rivalité des puissances et la multiplication des initiatives de sécurité dans la zone.

Évolution du SPDMM

Le SPDMM est à l'origine proposé par le gouvernement australien et plus spécifiquement, son ministre de la Défense Stephen Smith qui l'évoque au Shangri-La Dialogue de 2012². Il s'agit dans une certaine mesure pour l'Australie de poursuivre la coopération de défense mise en place avec les forces militaires des PICs dans le cadre de la Mission d'assistance régionale aux îles Salomon (Regional Assistance Mission to Solomon Islands – RAMSI), une force internationale de sécurité, composée de militaires et de policiers des nations du

1. J. Wallis, H. McNeill, J. Batley et A. Powles, « Mapping Security Cooperation in the Pacific Islands », *Research Report*, Department of Pacific Affairs, Australian National University, 2021.

2. Discours pendant la session plénière sur la dissuasion et la sécurité régionales lors du 11^e sommet de l'International Institute for Strategic Studies Asia Security, Ministre de la Défense, Shangri-La Dialogue, Singapour, 2 juin 2019, www.parlinfo.aph.gov.au.

Pacifique, et coordonnée par Canberra depuis 2003³. Or, la composante militaire de RAMSI doit prendre fin en 2013.

Les îles Tonga manifestent leur intérêt et accueillent donc en 2013 le premier sommet du SPDMM, largement soutenu par l'Australie. Ce nouveau groupe rassemble, outre ces deux pays, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Chili et la France⁴. Les îles Fidji, alors sous férule militaire, ne sont pas conviées et ne rejoindront le groupe qu'en 2017. Deux États sont invités comme observateurs : les États-Unis et le Royaume-Uni.

Il est originellement convenu que le SPDMM se réunira tous les deux ans, aux niveaux ministériels et des États-majors des Armées, chaque fois dans un pays différent, et donnera lieu à un communiqué conjoint. Un secrétariat permanent est établi en 2019. Hébergé par le ministère de la Défense australien à Canberra, il s'occupe principalement du soutien logistique et de l'organisation des réunions et n'a pas vocation à formuler des propositions de coopération ou à établir un ordre du jour. L'objectif du SPDMM est d'abord d'offrir une plateforme de dialogue et d'échange d'information entre ministres de la Défense permettant d'approfondir la compréhension mutuelle, de coordonner les approches et de renforcer l'interopérabilité à travers la tenue d'exercices conjoints⁵. Outre les dialogues multilatéraux, ces rencontres sont aussi l'occasion de réunions bilatérales importantes.

Une des plus importantes réalisations du SPDMM est le cadre d'exercices *Povai Endeavour*, proposé en 2013 et validé en 2015, dont l'objectif est de favoriser l'interopérabilité entre partenaires en matière de sécurité maritime et d'opérations HADR⁶. Le calendrier des grands exercices d'entraînement est rationalisé pour éviter les redondances. *Povai Endeavour* comprend à l'origine trois exercices « clés » (*capstone exercises*) : *Croix du Sud*, organisés par les Forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC), *Southern Katipo*, conduits par la Nouvelle-Zélande, et l'opération *Kuru Kuru*, coordonnée par l'agence des pêches du FIP. Le cadre s'étend progressivement à l'exercice *Longreach* organisé par l'Australie et à l'exercice *Marara*, organisé par les Forces armées en Polynésie française (FAPF).

Une des plus importantes réalisations du SPDMM est le cadre d'exercices *Povai Endeavour*

À ses débuts, le SPDMM semble servir *de facto* de caisse de résonance aux initiatives de coopération de défense portées par l'Australie alors même que des puissances tierces, telles que la Chine, accroissent leur influence dans la région⁷. Canberra est le partenaire

3. Voir le site de la mission RAMSI : www.ramsi.org.

4. « Defence Minister Smith Attends Inaugural South Pacific Defence Ministers' Meeting in Tonga », *APSM*, 2 mai 2013, www.asiapacificsecuritymagazine.com.

5. H. Goiran, « The Role of the French Military on Key Issues for Oceania », *Asia Pacific Bulletin*, n° 416, East-West Center, 26 mars 2018, www.eastwestcenter.org.

6. « Minister Reinforces Pacific Relationships at Second Pacific Defence Ministers' Meeting in Papua New Guinea », Ministère de la Défense australien, 1^{er} mai 2015, www.minister.defence.gov.au.

7. B. Chandramohan, « Australia's Pacific Ambiguity », *The Diplomat*, 5 novembre 2010, www.thediplomat.com.

de sécurité historique des PICs et demeure prépondérant. L'Australie a par exemple fourni, *via* son *Patrol Boat Program*, 22 patrouilleurs à ses voisins de 1987 à 1997, afin qu'ils puissent surveiller leurs zones économiques exclusives (ZEE)⁸. Un second programme est lancé en 2014, le Pacific Maritime Security Program (PMSP), pour fournir une vingtaine de bâtiments modernisés de classe *Guardian*, ainsi que la maintenance et la formation des équipages. Au second SPDMM en 2015, l'Australie propose en sus deux initiatives pour renforcer le rôle des femmes et des jeunes générations dans les forces armées : le Women in Pacific Defence Forces et le Future Leaders Summit on Security in the Pacific.

Coopération en matière d'opérations HADR

Les discussions du SPDMM permettent le partage d'expérience, alors que les phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique s'intensifient dans la région et requièrent une meilleure coordination en matière de HADR. Le second SPDMM qui se tient en 2015 en Papouasie-Nouvelle-Guinée évoque ainsi le cyclone Pam et l'aide apportée au Vanuatu et au Tuvalu.

Le quatrième SPDMM en 2019 à Fidji décide d'une intensification des réunions, qui se déroulent désormais sur un rythme annuel. Le communiqué conjoint souligne l'engagement des membres du SPDMM à lutter contre le changement climatique, reconnu par la Déclaration de Boe de 2018 comme la principale menace pour le Pacifique⁹.

En 2020 et 2021, dans le contexte de la pandémie de Covid-19, les réunions se tiennent en format virtuel. La réunion de 2020 évoque la nécessaire coopération face à la pandémie, qui transforme l'environnement de sécurité, mais aussi les incendies en Australie et les cyclones Tino et Harold¹⁰. Pour l'édition de 2021, l'agenda s'étoffe alors que la compétition stratégique dans la zone s'intensifie¹¹. Un objectif prioritaire est désormais l'élaboration d'un cadre régional de matière de HADR, projet piloté par les îles Fidji. Un ensemble de procédures opérationnelles standard (SOPs) pour les opérations HADR sont approuvées en 2022 et un exercice multilatéral de planification et de préparation des gestions de crise (*table-top exercise*) est conduit au camp d'entraînement de Blackrock¹². Afin de faciliter la coordination, un cadre pour l'échange d'information sensible est élaboré.

En 2022, le SPDMM¹³ note avec satisfaction le succès des récents déploiements pour porter assistance aux îles Tonga, ravagé par l'éruption volcanique du Hunga Tonga en janvier 2022. L'aide internationale, de grande ampleur, a requis une concertation

8. S. Pasandideh, « Australia Launches New Pacific Patrol Boat Program », *The Diplomat*, 1^{er} juillet 2014, www.thediplomat.com.

9. Communiqué conjoint, SPDMM, Fidji, 8-10 mai 2019, www.climateandsecurity.files.wordpress.com.

10. Communiqué conjoint, SPDMM, 9 juillet 2020, www.minister.defence.gov.au.

11. Communiqué conjoint, SPDMM, 8 octobre 2021, www.minister.defence.gov.au.

12. « Ensuring Readiness for High-risk Weather », Ministère de la Défense australien, 2 août 2022, www.defence.gov.au.

13. Communiqué conjoint, SPDMM, Tonga, 25 octobre 2022, www.pmo.gov.to.

renforcée¹⁴ et l'Australie a mis en place une Cellule de coordination internationale réunissant *de facto* des représentants des pays membres et observateurs du SPDMM¹⁵. Un rapport d'experts souligne l'avantage indéniable des partenaires du SPDMM dans ces missions HADR face à la Chine, qui subit des élongations plus importantes, doit s'assurer de points d'escale *ad hoc* et ne dispose pas d'une familiarité favorisant la coordination opérationnelle avec les partenaires de la zone¹⁶.

Le sommet de Nouméa : rôle de la France et avenir du SPDMM

La réunion du SPDMM à Nouméa est doublement symbolique : pour la première fois accueillie en France, elle est l'occasion de mettre en valeur la contribution française à la sécurité régionale. Cette rencontre marque aussi les dix ans du SPDMM, sommet qui doit continuer d'évoluer pour trouver sa place alors que les initiatives de coopérations de sécurité se multiplient dans la région.

Une contribution significative de la France

Les forces françaises dans le Pacifique : une expertise reconnue

La France est le seul pays européen à maintenir des forces armées permanentes dans la zone. Les 2 800 militaires français positionnés dans le Pacifique Sud¹⁷ participent activement aux initiatives de coopération régionale, en sus de leurs missions de connaissance et anticipation, de souveraineté (protection du territoire, ZEE), prévention des crises et sécurité civile et, en cas de besoin, soutien HADR et logistique. Elles servent enfin de points d'appui et soutien indispensables aux déploiements de plus en plus ambitieux sur zone.

La France maintient 60 % de sa vaste ZEE (la 2^e mondiale) dans le Pacifique. Les eaux poissonneuses attirent les flottes de pêcheries de pays asiatiques qui tendent à s'éloigner de leurs zones traditionnelles d'activités alors que la ressource halieutique décroît rapidement à cause de la surpêche et redessine ses zones de transit sous l'effet du changement climatique. La coopération internationale est donc cruciale.

Les forces françaises aident les nations du Pacifique insulaire à protéger leur très vaste territoire maritime. La France travaille par exemple avec l'Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande au sein du Quad Pacifique (Quadrilateral Defence Coordination Group), pour des missions de surveillance maritime et de lutte contre la pêche illégale,

14 . J. Wallis, H. McNeill et A. Powles, « Tongan Disaster Highlights Lack of Coordination in Regional Response », *The Strategist*, ASPI, 28 janvier 2022, www.aspistrategist.org.au.

15. « Coordination Crucial for Tonga Mission », Ministère de la Défense australien, 2 février 2022, www.defence.gov.au.

16. B. Waidelich, « Tonga Aid », *In.Depth*, CNA, 16 février 2022, www.cna.org.

17. 1 650 militaires au sein des FANC et 1 180 au sein des Forces armées en Polynésie française (FAPF).

au profit de l'Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique¹⁸. Depuis 2021, elle organise annuellement un séminaire des garde-côtes du Pacifique Sud destiné à renforcer la coordination régionale¹⁹.

Dans le Pacifique, alors que les impacts du changement climatique s'intensifient, les opérations HADR sont devenues une partie cruciale des missions des armées. Chaque année, les FANC et les FAPF organisent en alternance les exercices interarmées multinationaux à dominante HADR, *Croix du Sud*²⁰ et *Marara*²¹, dans le cadre du cycle *Povai Endaveour*²².

Cette solidarité régionale n'est pas nouvelle. Depuis 1992, dans le cadre de la déclaration FRANZ, les forces françaises, australiennes et néo-zélandaises interviennent

Chaque année, les FANC et les FAPF organisent en alternance les exercices multinationaux à dominante HADR

régulièrement au profit des PICs et de leur population à la suite de catastrophes naturelles. Dans le cadre de cet accord, la France a participé à plus d'une vingtaine d'opérations humanitaires dans le Pacifique Sud²³, encore dernièrement aux Tonga en 2022 ou en mars 2023 au Vanuatu après le passage de deux cyclones²⁴. Cet accord comprend le partage d'informations (alertes météorologiques précoces), la mutualisation de ressources civiles et militaires (fourniture d'équipement, déploiement de personnel et de matériel) et une coordination trilatérale en cas de catastrophe naturelle majeure.

La France, pionnière sur le nexus climat-défense

La France apporte une contribution originale sur le nexus climat-défense en proposant dès le troisième SPDMM en 2017 et par la voix du Directeur général pour les relations internationales et stratégiques (DGRIS) de son ministère de la Défense, de coordonner une étude sur l'impact du changement climatique sur la coopération en matière de défense dans le Pacifique Sud et le rôle des forces armées²⁵.

18. Par exemple, *via* l'opération NASSE : « FANC – Opération NASSE 2022, mettre la pression sur la pêche illégale », 11 août 2022, www.defense.gouv.fr.

19. « Lancement du premier séminaire du réseau garde-côtes du Pacifique », Haut-Commissariat de la République en Polynésie française, 17 novembre 2021, www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

20. « "CROIX DU SUD 2023" : Réagir en cas de catastrophe naturelle dans le Pacifique », Armée de l'Air et de l'Espace, 26 avril 2023, www.defense.gouv.fr.

21. « Marara 2022 : Manœuvre logistique des forces armées en Polynésie française pour l'exercice multinational MARARA 2022 », Cols bleus, 13 mai 2022, www.colsbleus.fr.

22. H. Goiran, « The Role of the French Military on Key Issues for Oceania », *op. cit.*

23. « Synthèse de la contribution française au rapport SPDMM », Rapport d'étude n° 7, décembre 2018, p. 23, www.archives.defense.gouv.fr.

24. « FANC – Opération d'assistance aux populations au Vanuatu », Ministère des Armées, 10 mars 2023, www.defense.gouv.fr.

25. Communiqué conjoint, SPDMM, 6 avril 2017, Auckland, New Zealand, www.scoop.co.nz.

La DGRIS pilote en effet depuis 2015 un Observatoire géopolitique des enjeux des changements climatiques en termes de sécurité et de défense (Observatoire Défense et Climat²⁶) conduit par des *think tanks* français. La première note d'analyse publiée en 2017 documente les impacts du changement climatique sur la pêche hauturière vietnamienne²⁷, alors que la surpêche en mer de Chine méridionale pousse les *blue boats* à piller les ressources halieutiques plus au sud. Les incursions de *blue boats* s'étaient en effet multipliées en 2015 dans les eaux de Micronésie, et 2016 en Australie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Nouvelle-Calédonie, engendrant tensions sécuritaires et frictions diplomatiques. Les FANC avaient activement participé à la coordination de l'action régionale, aidant directement les îles Salomon à arrêter trois navires vietnamiens opérant dans leur ZEE.

Publiée en 2019, l'étude coordonnée par la France et soutenue par le SPDMM examine l'impact du changement climatique sur la sécurité des infrastructures critiques²⁸ et souligne que les moyens de gestion de crise et sécurité civile restent très insuffisants, rendant nécessaire l'intervention des forces armées en soutien²⁹. Le rapport appelle également l'attention sur l'importance de renforcer les moyens de prévisions des catastrophes naturelles, la mise en place de plans de prévention des risques naturels et la nécessité de prépositionner des moyens pour sécurité civile pour faire face aux catastrophes naturelles. Les résultats de l'étude sont présentés lors d'une conférence internationale organisée à Nouméa avant le SPDMM de 2019 à Fidji.

Avenir du SPDMM

Le SPDMM face à la rivalité sino-américaine

Le contexte sécuritaire a changé depuis la fondation du SPDMM. Les offres de financements chinoises, notamment dans le cadre des Nouvelles routes de la soie, ont accru les relations de dépendance, fragilisant des écosystèmes économiques, sociaux et politiques des PICs tout en renforçant l'influence de la Chine. En septembre 2019, les îles Salomon et Kiribati décident de rompre avec Taïwan pour se rapprocher de Pékin. Par la suite, la signature en mars 2022 d'un traité de sécurité entre la Chine et les îles Salomon alarme l'ensemble des acteurs de la région, en particulier Australiens et Américains, sur les risques d'une présence militaire chinoise dans cet archipel ou la fermeture de son espace maritime au transit des navires d'État. En juin de la même année, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi entreprend une tournée sans précédent de

26. Observatoire géopolitique des enjeux des changements climatiques en termes de sécurité et de défense, DGRIS, 30 septembre 2021, www.archives.defense.gouv.fr.

27. « Impacts du changement climatique sur la pêche hauturière vietnamienne », Note d'analyse n° 1, IRSEM, mars 2017, www.irsem.fr.

28. « Synthèse de la contribution française au rapport SPDMM », Rapport d'étude n° 7, Observatoire Défense et Climat, décembre 2018, p. 5, www.archives.defense.gouv.fr.

29. F. Gemenne, B. Alex et A. Baillat, « Implications of Climate Change on Defence and Security in the South Pacific by 2030 », Observatoire Défense et Climat, mai 2019, www.archives.defense.gouv.fr.

dix jours dans la zone. Le traité de coopération régionale qu'il envisageait de proposer aux États membres du Forum des îles du Pacifique est toutefois rejeté avant même sa soumission officielle³⁰.

En réaction à l'expansion chinoise dans la région, les États-Unis et leurs partenaires se sont réinvestis dans la zone. Washington dévoile sa première stratégie de partenariat pour le Pacifique, et le président Biden accueille en 2022 et 2023 ses homologues du

En réaction à l'expansion chinoise, les États-Unis et leurs partenaires se sont réinvestis dans la zone

Pacifique insulaire dans le cadre d'un forum très médiatisé. Ces initiatives s'accompagnent de l'ouverture d'ambassades aux îles Salomon, aux îles Tonga et à Kiribati, aux îles Cook et Niue, ainsi qu'une hausse des crédits alloués au développement durable des pays océaniques³¹. L'Australie annonce son « Pacific Step Up » en 2017, la Nouvelle-Zélande son « Pacific Reset » en 2018, le Royaume-Uni son « Pacific Uplift »

en 2019 et le Japon fait désormais du Pacifique insulaire l'une des pierres angulaires de sa stratégie indopacifique.

Ce regain d'intérêt a conduit à une inflation des offres de coopération de sécurité dans la zone. Le Quad indopacifique, réunissant depuis 2017 États-Unis, Inde, Japon et Australie, s'intéresse de plus en plus à la zone du Pacifique insulaire, notamment *via* son initiative, annoncée en mai 2022 d'un Indo-Pacific Maritime Domain Awareness (IPMDA)³², dont l'objectif est de construire une « image opérationnelle commune » des activités en mer. Le 24 juin 2022, Washington a annoncé le lancement du Partenariat pour le Pacifique bleu (Partners in the Blue Pacific – PBP)³³, pour coordonner les actions de soutien à la région des partenaires internationaux. D'autres initiatives, comme un partenariat trilatéral entre les États-Unis, l'Australie et le Japon, visent à financer des projets de connectivité et d'infrastructures critiques³⁴. Washington a par ailleurs conclu en mai 2023 un accord de coopération de défense inédit avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le Forum des îles du Pacifique observe ce phénomène avec inquiétude, craignant que le regain d'intérêt des grandes puissances ne compromette l'approche des PICs de non-alignement, symbolisée par la devise « Friends to all, enemy to none³⁵ ». Cette rivalité géostratégique ne trouve que peu d'écho auprès d'États préoccupés par le risque

30. M. Julienne, « Un coup d'épée dans l'océan. La tournée de Wang Yi dans le Pacifique insulaire », *Lettre du Centre Asie*, n° 97, Ifri, 3 juin 2022, www.ifri.org.

31. « FACT SHEET: Enhancing the U.S.-Pacific Islands Partnership », Washington D.C., Maison-Blanche, 25 septembre 2023, www.whitehouse.gov.

32. « FACT SHEET: Quad Leaders' Tokyo Summit 2022 », Washington D.C., Maison-Blanche, 23 mai 2022, www.whitehouse.gov.

33. « Statement by Australia, Japan, New Zealand, the United Kingdom, and the United States on the Establishment of the Partners in the Blue Pacific (PBP) », Washington D.C., Maison-Blanche, 24 juin 2022, www.whitehouse.gov.

34. M. Yamaguchi, « Japan, Australia, US to Fund Undersea Cable Connection in Micronesia to Counter China's Influence », APNews, 7 juin 2023, www.apnews.com.

35. *The Pacific Security Outlook 2022-23*, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, 2022, p. 14, www.forumsec.org.

d'engloutissement de certains atolls, le pillage des ressources naturelles, les effets du dérèglement climatique et de la pollution. La « Stratégie 2050 pour le Pacifique bleu », publiée en juillet 2022, réaffirme le rôle central du PIF dans la coordination de la sécurité régionale et souligne l'importance de la méthode du *Pacific Way*, qui repose sur le consensus, le respect de la souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures³⁶. Évoquant la déclaration sur la sécurité régionale de Boe (2018), la « Stratégie 2050 » plaide pour des réponses coordonnées par les nations du Pacifique et appelle à établir un système de sécurité régionale flexible et réactif, ainsi que des processus de mise en œuvre garantissant que le Pacifique puisse faire face aux problèmes de sécurité traditionnels et non traditionnels³⁷.

Dès lors, l'avenir du SPDMM dépendra de sa capacité à maintenir légitimité et efficacité dans pareil contexte. Sa légitimité, telle que perçue par les PICs et le Chili, est fonction de son aptitude à rester à distance de la compétition des puissances, pour rester focalisé sur les questions de sécurité transversale et de renforcement de capacités. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et la France reconnaissent l'importance de respecter la posture de non-alignement des PICs. Cependant, ils estiment que renforcer la coopération de sécurité avec ces pays permet aussi de les aider à prendre des décisions éclairées, et *in fine*, de résister aux tentatives chinoises de prédation.

L'avenir du SPDMM
dépendra de sa capacité à
maintenir légitimité et
efficacité dans pareil contexte

L'efficacité du SPDMM dépend de la capacité des PICs à s'approprier cette plateforme de coopération, qui doit pour cela respecter le processus de consultation et de prise de décision par consensus. La priorité est aujourd'hui de mettre en œuvre les décisions et recommandations adoptées au cours de la dernière décennie.

Enfin, la question de l'articulation du SPDMM avec les autres dialogues et mécanismes de sécurité dans la région reste en suspens. Le SPDMM n'entretient pas de relations directes et structurées avec le PIF, qui reste l'institution régionale prédominante en matière de sécurité et de politique dans la région, ni avec le Joint Heads of Pacific Security (JHOPS) mis en place par l'Australie en 2019. Le JHOPS aborde des sujets similaires à ceux du SPDMM, avec les forces militaires, mais aussi les agences régionales de police, des douanes et de l'immigration. Il existe par ailleurs une possible convergence entre le cadre FRANZ, dont l'extension à certains PICs a pu être évoquée, et le SPDMM, qui regroupe en pratique les PICs les mieux dotés pour porter assistance aux autres pays de la région en cas de besoin. Enfin, sur un autre plan, l'opportunité de développer le cadre *Povai Endaveour* a été évoquée en vue d'intégrer les exercices TTX *Longreach* et les exercices opérationnels *Croix du Sud/Marara* en tant que parcours de formation et de

36. *The 2050 Strategy for the Blue Pacific Continent*, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, 2022, p. 9, www.forumsec.org.

37. *Ibid.*, p. 21.

certification pour les PICs. La consolidation des initiatives de dialogue et de coopération devra dans tous les cas s'appuyer sur des relations de confiance solides entre les partenaires, où chacun doit tirer profit de cette démarche, que ce soit en termes d'efficacité, de visibilité ou d'influence.

Priorités de la réunion de Nouméa et recommandations

Les discussions de la réunion du SPDMM à Nouméa s'inscriront dans le prolongement des questions débattues lors des dernières sessions. La standardisation des procédures pour les opérations HADR (SOPs) doit notamment être mise en place, ainsi qu'un système de partage d'information. Une réflexion sur la montée en compétences des pays membres en matière de cybersécurité et de protection des infrastructures critiques devrait être amorcée, tout comme l'opportunité de former les PICs à l'utilisation de drones aériens polyvalents pour les missions HADR et de transport.

La France devrait travailler à opérationnaliser certaines des recommandations formulées dans l'étude de 2019 sur l'implication du changement climatique pour le Pacifique Sud.

Par ailleurs, répondant à une demande ancienne des pays de la région, Paris devrait faire évoluer sa pratique de *shipriding*³⁸ avec ses partenaires du SPDMM, puis avec d'autres pays partenaires dont le Vanuatu. Jusqu'alors, la contribution des bâtiments français aux opérations de contrôle des pêches au profit d'États tiers était limitée par l'absence de la France du traité de Niue (1993) et nécessitait l'embarquement d'agents représentant l'État côtier pour constater les infractions commises dans les zones relevant de leur juridiction. La France souhaite élargir le cadre juridique pour mieux lutter contre la pêche illégale tout en respectant les prérogatives des États tiers.

Les contours de la future Académie du Pacifique à Nouméa, annoncée par le président de la République en juillet 2023 lors de sa tournée régionale, devraient être précisés. Projet interministériel, l'Académie du

Pacifique vise à accompagner la montée en expertise des forces de défense et de sécurité régionale. En coordination avec les partenaires et le cadre *Povai Endeavour*, elle vise à compléter l'offre de formations disponibles dans le Pacifique en matière de HADR et sécurité civile, en ciblant des savoir-faire pratiques ou des domaines techniques ayant une utilité directe pour les forces partenaires.

L'Académie du Pacifique vise à accompagner la montée en expertise des forces de défense et de sécurité régionale

38. Une telle activité fournit une formation et une expérience aux personnels embarqués, et permet d'améliorer la coopération, la coordination et l'interopérabilité. En France, les dispositions constitutionnelles interdisent tout transfert de souveraineté au profit d'autorités d'un autre État.

Recommandations pour la France :

- **Assurer un niveau de représentation élevé et constant**

Par le passé, le niveau de représentation de la France au SPDMM a été fluctuant (ambassadeur de France, DGRIS, Commandant supérieur des FANC...) et jamais porté au niveau ministériel (en présentiel). Relever ce niveau de représentation dans la durée permettra de démontrer le niveau d'engagement et l'importance donnée au dialogue de défense avec les partenaires du Pacifique. La désignation d'un sherpa du ministre dédié à l'Indo-Pacifique permettrait par exemple d'avoir un représentant dédié à cet espace, comme c'est déjà le cas au sein du ministère des Affaires étrangères. De même, il serait utile de disposer d'attachés de défense aux îles Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, de façon permanente.

- **Respecter la *Pacific Way***

La légitimité du SPDMM se fonde sur un sentiment de solidarité régionale et la perception d'une communauté d'enjeux sécuritaires. Dans cette perspective, il importe de réaffirmer la centralité du PIF, ainsi que les principes soulignés par la « Stratégie 2050 pour le Pacifique bleu ». En matière de sécurité, la lutte contre les effets du changement climatique doit ainsi rester la principale priorité, selon les termes de la Déclaration de Boe. Un processus de consultations doit précéder toute décision, prise par consensus.

- **Académie du Pacifique : impératif de coordination régionale**

L'Académie du Pacifique, annoncée par le président Macron lors de son discours à Nouméa en juillet 2023 reste à préciser et construire. Ce projet doit s'appuyer sur une série de consultations avec les PICs afin de mieux comprendre leur besoin de formation, se positionner sur des domaines non couverts par les centres déjà existants, et se coordonner avec les partenaires de la région. Le catalogue de formations élaboré par le séminaire des garde-côtes du Pacifique, lancé par la France en 2021 au lendemain du dernier sommet France-Océanie, pourrait utilement servir de base à une offre pertinente et adaptée aux besoins au profit des PICs.

- **Mieux communiquer sur les réalisations du SPDMM**

Le SPDMM est un forum unique, qui est pourtant méconnu. Cela peut encourager l'apparition d'initiatives redondantes. Il semble donc important de communiquer selon une juste mesure sur les motivations, le fonctionnement et les réalisations du SPDMM. Une page internet centralisant les communiqués conjoints des réunions, les exercices du cadre *Povai Endaveour* et les initiatives issues du SPDMM, ainsi que les ressources comme l'étude conjointe de 2019 pourrait être utile pour remédier au manque de connaissance et de visibilité de ce forum. Ce site pourrait être lancé à l'occasion de la publication d'une compilation des leçons apprises publiée prochainement par la Nouvelle-Zélande pour marquer les 10 ans du SPDMM.

Céline Pajon est chercheure, spécialiste du Japon et de l'Indo-Pacifique à l'Ifri depuis 2008. Elle analyse les évolutions de la politique étrangère et de défense japonaise. Elle suit également les grands débats de la vie politique nippone. Ses recherches couvrent enfin les relations internationales et la géostratégie de la région indopacifique. Elle pilote le programme de recherche sur l'Océanie, mis en place en mars 2022. Céline Pajon est également chercheure senior au Japan Programme de Vrije Universiteit Brussels (VUB) et chercheure associée au Canon Institute for Global Studies (CIGS) à Tokyo.

Comment citer cette publication :

Céline Pajon, « Les dix ans de la réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud (SPDMM). Bilan et perspectives d'avenir », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 23 novembre 2023.

ISBN : 979-10-373-0784-2

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Exercice Croix du Sud 2023, © SIRPA Marine

Ce Briefing est publié avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

